

Des signaux encourageants

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3886>

ISBN : 978-2-8218-0882-9

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Des signaux encourageants », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 93 | octobre 2009, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3886>

Des signaux encourageants

Une semaine après les élections au Bundestag, la majorité des Allemands (53 %) se dit « *plutôt satisfaite* » du résultat des urnes. Certes, une petite moitié (47 %) estime que la nouvelle coalition CDU/CSU-FDP ne mènera pas une politique foncièrement différente de celle de la Grande coalition sortante ; mais 39 % n'en accordent pas moins plus de crédit à la capacité du nouveau gouvernement à « *résoudre la crise économique* » (ZDF-Politbarometer du 2 octobre).

Ce qui frappe, c'est le réalisme pragmatique des sondés, révélant la bonne connaissance qu'ont les Allemands de la situation comme des principaux chantiers auxquels devra s'atteler le gouvernement Merkel II. Interrogés sur le thème de la protection sociale, ils sont 51 % à ne s'attendre à aucun changement, bien que 36 % pensent que les acquis seront réduits. Un chantier prioritaire est celui de l'assurance maladie dont la réforme entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 s'attire un feu nourri de critiques (voir REA 89/08) quant à son coût. CDU/CSU et FDP n'ont pas encore arrêté leur position conjointe. Quant à la baisse des cotisations maladie intervenue au 1^{er} juillet pour soutenir la demande, elle est provisoire. Un autre chantier également en cours de négociation est celui d'un assouplissement de la Loi de protection contre le licenciement, en débat depuis plusieurs années avec pour objectif de mieux adapter le droit à la pratique (et de désenclaver les tribunaux ; voir REA 62/03). Enfin, reste à mieux garantir l'avenir du financement des retraites (la hausse de l'âge légal de départ à 67 ans n'en est qu'une composante), de l'assurance dépendance comme de la protection chômage. Interrogés sur l'autre grand complexe du programme d'action politique – la fiscalité –, les Allemands sont dès lors 69 % à penser que le nouveau gouvernement n'abaissera pas l'impôt sur le revenu, même si 29 % l'espèrent. Ils savent que le montant global du déficit accumulé au fil de la gestion de la crise financière et économique ne lui laisse qu'une infime marge de manœuvre : il s'élève à 57,2 milliards € pour le seul premier semestre 2009 (Destatis).

En attendant que les pourparlers entre l'Union CDU/CSU et le FDP aboutissent et que se mette en place le gouvernement d'ici la fin octobre, l'opinion reste sereine. Les dossiers structurels n'ont pas changé depuis les précédents gouvernements, le changement de coalition n'apportera pas de rupture, tout au plus un ajustement des approches politiques. S'ajoute à cela qu'un certain nombre d'indicateurs contribuent à entretenir la confiance des acteurs économiques.

En premier lieu la bonne tenue de l'emploi, le large recours au chômage partiel ayant visiblement rempli son rôle d'amortisseur social de la crise (voir REA 90/09) : près de 1,5 million de salariés bénéficient actuellement de cette mesure. En moyenne sur l'année 2009, le nombre de chômeurs ne devrait finalement s'établir qu'à 3,48 millions, estime l'IAB, l'institut de recherche de l'Agence fédérale pour l'emploi. C'est nettement moins que redouté et, avec 8,0 % en septembre, le taux de chômage allemand aux critères de l'OIT reste inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (8,5 % en juillet).

Deux autres facteurs contribuent à expliquer cette bonne tenue : le vieillissement démographique qui se traduit par un recul du nombre d'actifs (-135 000 en 2009 selon l'Agence de Nuremberg), et le ralentissement de la récession qui s'esquisse depuis le deuxième trimestre (le PIB a alors crû de 0,3 % ; Destatis). La plupart des économistes ont depuis révisé leurs prévisions à la hausse : le PIB ne devrait plus décroître que de 5 % environ cette année selon la plupart d'entre eux (le rapport d'automne des instituts de conjoncture ne sera publié que le 18 octobre). Cette dynamique devrait s'accélérer et mener à une croissance de 0,5 %, voire de 1 % l'an prochain ; de ce fait, même durant les mois d'hiver 2009/2010, le nombre de demandeurs d'emploi devrait rester inférieur à la barre tant redoutée des 5 millions. En moyenne sur l'année 2010, il devrait s'établir à 4,1 millions (IAB).

Le second indicateur est la bonne tenue de la consommation – le seul moteur actuel de la conjoncture. Certes, sur l'ensemble du 1^{er} semestre, la hausse des dépenses des ménages (+0,1 %) est imputable à la prime à la casse : les Allemands ont déboursé environ 36 milliards € pour l'achat de véhicules ; sans cette mesure, la consommation aurait reculé de 1 % (Destatis). Plus importante que cet effet d'aubaine semble toutefois l'excellente tenue de l'indice GfK depuis le printemps. Les consom-

Les Allemands sont bien informés et ont une attitude réaliste

Une étonnante sérénité...

... nourrie par la bonne tenue du marché de l'emploi, ...

... un rebond au 2^{ème} trimestre ...

... et une consommation dopée par le moral des ménages

**L'industrie se prépare
à une embellie**

mateurs ont un moral d'acier : ils envisagent l'avenir avec optimisme, considérant que le creux de la crise est dépassé, que leur emploi n'est pas foncièrement menacé, et ils constatent que leur pouvoir d'achat a progressé. A l'absence d'inflation se conjugue la hausse des salaires programmée par les accords conventionnels dans un grand nombre de branches (chimie, métallurgie, service public, BTP, commerce...) au 1^{er} semestre, et qui s'échelonne dans une fourchette allant de 2,0 % à 3,0 % (Destatis). Selon les calculs effectués par le WSI-Tarifarchiv de la Fondation Hans-Böckler (fondation du DGB), 12 millions de salariés ont ainsi vu leurs salaires conventionnels progresser de 3 %. Certes, le chômage partiel lisse quelque peu cette hausse, mais l'évolution des salaires reste positive. Enfin, le pouvoir d'achat des Allemands est dopé par la chute des prix pétroliers ; selon l'institut DIW, elle s'est soldée par un coup de pouce de 12 milliards € au budget des ménages durant le 1^{er} semestre 2009.

Quant à l'industrie, elle se montre confiante en l'avenir. Pour le sixième mois consécutif, l'indice ifo est orienté à la hausse. Certes, les entreprises estiment toujours que leur situation actuelle n'est pas bonne, mais tendent à reprendre confiance en l'avenir. La hausse la plus nette des attentes s'observe dans le commerce de gros et de détail, mais elle se confirme aussi dans l'industrie, où la production reprend. De mai à juillet (par rapport à février-avril), elle a enregistré une hausse de +2,9 %, affirme le ministère fédéral de l'Economie, principalement dans les biens intermédiaires (moins nettement dans les biens d'investissement). Certes, dans l'ensemble, la production reste à un niveau très bas, inférieur de 19,5 % à ce qu'il était sur la même période de 2008, poursuit le ministère, mais les carnets de commande se remplissent à nouveau depuis cinq mois. Le frémissement de l'économie mondiale, et la relative bonne tenue du marché chinois semblent produire leurs effets. Certes, la valeur des exportations a baissé de 23,5 % au premier semestre pour tomber à 391,2 milliards €, mais la balance commerciale allemande reste positive, la valeur des importations s'établissant à 333,5 milliards € (pour un recul de 18,2 % ; Destatis). La plus forte baisse des échanges a concerné les pays de l'UE (surtout la Grande-Bretagne) et la Russie ; quant au commerce avec la Chine, il n'a été que peu affecté.

UNE DYNAMIQUE DE REPRISE SEMBLE ACTUELLEMENT S'ESQUISSE OUTRE-RHIN. Certes, l'économie allemande n'a pas renoué avec la croissance, et même une hausse de peut-être 0,5 % ou 1 % du PIB en 2010 reste fragile face à un déficit qui va dépasser les 3 % pendant plusieurs années encore. Quant à la santé du système bancaire, elle n'est pas encore entièrement rétablie. Néanmoins, plusieurs facteurs étayent la remarquable confiance des acteurs économiques. D'une part, le volet investissements dans les infrastructures des plans allemands de soutien à la conjoncture commence seulement à déployer ses effets. Il en va de même des plans de relance dans la plupart des pays partenaires de l'Allemagne, et on peut en attendre des effets positifs sur les entrées de commandes dans l'industrie. Ils existent d'ores et déjà, bien que les statistiques officielles ne permettent pas de les intégrer. Ainsi par exemple la construction mécanique, dont la fédération annonce une chute de 48 % de ses entrées de commandes en mai 2009 par rapport à mai 2008, n'en a pas moins vu progresser d'avril à mai 2009 ses commandes allemandes de 11 %, ses commandes étrangères de 20 %, comme le révèle une enquête du quotidien *Die Welt* (15-08). Dans cette situation, les entreprises industrielles, après avoir drastiquement réduit leur activité pour écouler leurs stocks, ne devraient pas tarder à relancer la production et donc hésiter à réduire leurs effectifs.

Mais le recours massif au chômage partiel et un taux d'utilisation des capacités réduit à 70 % ont considérablement accru les coûts salariaux horaires ; seule la perspective de renouer bientôt avec la rentabilité peut inciter les entreprises à accepter de prolonger encore un peu la traversée du désert. Les banques allemandes seront-elles à même de leur fournir les crédits nécessaires ? Jusqu'ici, les entreprises ont peu eu recours au crédit bancaire ou aux programmes gouvernementaux, préférant puiser dans leurs fonds propres ou ajourner leurs investissements. Quant aux pouvoirs publics, ils se trouvent face à un choix cornélien : consolider les finances publiques pour respecter la Constitution (limitation à 0,35 % du nouvel endettement pour le Bund en 2019, à zéro pour les Länder en 2020), mais sans étouffer les signes de frémissement de l'activité. Dans ces conditions, la confiance des Allemands en l'avenir est la condition *sine qua non* pour un rapide regain d'activité.

Isabelle Bourgeois (07-10-2009)